

Date : 09/03/2004

OJD : 62310

Page : 25

Edition :

Suppl. :

Rubrique : Expertises

La Tribune



RISQUES . prévention

Pour une culture de la sécurité industrielle

- Le développement d'une culture de la sécurité passe par une approche pluridisciplinaire.
- C'est l'objectif de l'Insi, soutenu par plusieurs industriels.

Il existe en France un manque de culture de la sécurité et pas uniquement dans l'industrie», souligne d'emblée Philippe Essig, ancien patron de la SNCF, et président de l'Institut pour une culture de sécurité industrielle (Insi), créé à Toulouse en juin 2003 avec un solide parterre de membres fondateurs (*). Une initiative à caractère multidisciplinaire (née après la catastrophe d'AZF), qui réunit industriels, universitaires, chercheurs, syndicalistes, représentants de collectivités territoriales et d'associations.

Son objectif est triple : améliorer la sécurité dans les entreprises industrielles, favoriser un débat entre les entreprises industrielles et la société civile et surtout « acculturer les acteurs de la société aux problèmes des risques et de la sécurité », insiste son président. La culture et la gestion du risque ne peuvent se borner aux

frontières de l'entreprise et n'être traitées qu'en interne. Elle concerne des partenaires multiples qui ont parfois des intérêts qui présentent peu de synergies - l'Etat à la fois prescripteur et normalisateur, la société civile, l'industrie et la recherche. - *Cet institut est un lieu d'échange, un carrefour entre l'industrie, la recherche et le pôle citoyen* », explique René Deleuze, directeur général, à travers un fonctionnement en réseau, afin de mettre en commun des savoirs, des expériences. Les grands industriels, membres fondateurs, reconnaissent la nécessité de s'organiser pour mieux mutualiser les acquis

et les expériences des différents acteurs à travers cet institut, car « on manque de compétences collectives en matière de sécurité industrielle ». Il faut développer « la capacité d'échanger les bonnes pratiques, et élargir aussi ce partage d'expériences à l'Europe », a expliqué Guy Dollé, président d'Arcelor.

Dimension citoyenne. Il s'agit de tenir compte de la dimension citoyenne et de la traduire pour l'industrie et la recherche. C'est ainsi qu'un comité de pilotage scientifique - sous la houlette de Claude Gilbert (CNRS) - s'occupe des liens avec la recherche

et du travail que peuvent mener les chercheurs dans ce domaine. Il est aussi nécessaire qu'ils puissent tester le fruit de leurs travaux au sein d'entreprises qui acceptent d'ouvrir leurs portes.

Par ailleurs, l'institut a aussi vocation à se pencher sur les enjeux liés au développement d'une culture de sécurité en termes d'éducation. Il développe différents modules de formation initiale destinés aux universités, ainsi que des masters spécialisés ; il est également présent par la formation continue au niveau de l'encadrement des entreprises et des actions de sensibilisation aux différentes parties prenantes.

Plusieurs grands chantiers sont ouverts, comme « les sources de risques et de contrôle dans l'usine actuelle sous-traitée ou distribuée », « comment exploiter les retours d'expérience », « une culture de sécurité distribuée dans et autour de l'usine... Des groupes d'échange sont déjà en place. Premier travail effectué : la mise au point d'un vocabulaire commun aux différentes parties prenantes.

E. L.

(*): Arcelor, Total, Airbus, EDF, le CNRS, le conseil régional Midi-Pyrénées, la communauté d'agglomération du Grand Toulouse.